



JOP 2024 : VIDER PARIS DE SES PAUVRES

Manifestation contre l'expulsion du squat Unibéton

Partout où ils ont lieu, les Jeux Olympiques et Paralympiques excluent : sans-abris, exilé·es, pauvres, précaires, travailleur·euse·s du sexe, personnes psychiatisées doivent être caché·e·s pour dissimuler la misère sociale et donner la vitrine d'une ville purifiée de ses populations indésirables. Que ce soit par des politiques urbaines diffuses de gentrification ou des expulsions forcées, ces événements sont utilisés pour restructurer la morphologie sociale des villes qui les accueillent. Cette brochure documente plus spécifiquement les expulsions de personnes mal-logées et sans abri, liées aux JOP 2024. Si les pouvoirs publics démentent régulièrement le lien entre les Jeux et les expulsions, de nombreuses associations et collectifs observent une accélération drastique de celles-ci ces derniers mois, que ce soit les expulsions d'hôtels sociaux, de squats et les déplacements forcés de personnes sans abri hors d'Ile-de-France.

REEMPLACER LES PAUVRES PAR DES TOURISTES : LES EXPULSIONS DES HÔTELS (PAS SI) SOCIAUX À L'ARRIVÉE DES JOP 2024

Quand on perd son logement et qu'on se retrouve à la rue, l'État a normalement l'obligation de proposer à chacun·e des solutions d'hébergement. Depuis quelques années, plutôt que de créer des centres dédiés, les autorités signent des conventions avec des hôtels, qui peuvent proposer leurs chambres lorsqu'elles ne sont pas utilisées. Ce phénomène s'est accéléré avec la crise sanitaire, des hôtels s'orientant vers l'hébergement d'urgence. Sauf que ça n'assure aucune stabilité d'hébergement aux personnes. En région parisienne, plus de 56 000 personnes sans domicile fixe sont hébergées dans des hôtels via le 115, avec un afflux considérable pendant la crise sanitaire. À l'approche des Jeux Olympiques et Paralympiques, la coupe du monde de

rugby et avec le retour du tourisme, ces hôtels (pas si) sociaux choisissent d'arrêter de louer au Samu Social pour retourner vers leur public habituel. En tout, ce sont 2 400 places perdues en 2022, par le biais des JOP.

C'est le cas de l'hôtel Palatino, dans le XIII^e arrondissement, où 120 familles ont dû partir en septembre 2022 : on annonce à ces familles qui y résidaient depuis 3 ans qu'elles ont 48 heures pour quitter les lieux. Quelques mois plus tard, c'est au tour du Lodge In, à deux pas du Palatino, duquel 54 familles sont expulsées le 31 octobre 2022. Elles sont ensuite envoyés d'hôtels en hôtels, éloignés de Paris. Le témoignage d'un des ancien·ne·s habitant·e·s du Palatino, Fofana, arrivé de Côte d'Ivoire en 2018, dont la femme est hospitalisée au moment de l'expulsion et qui a trois enfants, explique qu'ils ont été baladé·e·s dans 20 hôtels en cinq mois, en grande couronne parisienne, à raison de deux ou quatre nuits d'un lieu à l'autre¹. La violence de ces déplacements fait perdre tout repère aux familles : certain·e·s doivent quitter leur emploi et les enfants ne peuvent continuer leur scolarité dans des conditions décentes. Certaines communes refusent même d'inscrire les enfants des familles vivant en hôtel.

Et ce n'est pas fini. À ce jour, une contraction du parc est déjà estimée par anticipation par la DRIHL, avec environ 5 000 nuitées hôtelières qui devraient fermer (d'autres chiffres parlent de 7000). En 2021, en Seine-Saint-Denis, c'est 87 481 demandes effectuées qui n'ont pas pu être pourvues, selon le rapport annuel d'Inter-logement 93.

DES EXPULSIONS DE FOYERS, SQUATS, BĪDONVILLES ET CAMPEMENTS ACCÉLÉRÉES

Depuis plusieurs mois, les expulsions de squats ou foyers se font à marche forcée.

1 Margaux Dzuiklan, Névil Gagnepain, "Hébergement d'urgence à l'hôtel : quand les expulsions fragilisent les familles", 14 février 2023. Lien : <https://www.bondyblog.fr/societe/3-hebergement-durgence-a-lhotel-quand-les-expulsions-fragilisent-les-familles/>

Pour le moment, seules deux expulsions sont “officiellement” reliées au JOP. La première est celle du foyer ADEF de Saint-Ouen, foyer de travailleur·euse·s migrant·e·s, dû à la construction du village olympique 2020. Sur les 275 travailleur·euse·s touché·e·s, seulement une partie a été relogée dans des préfabriqués, et bien plus loin (voir notre brochure à ce sujet). L'autre est l'expulsion du squat Unibéton, sur l'Île Saint-Denis, en avril 2023, où environ 400 travailleur·euse·s sans papiers résidaient. Le squat était là depuis trois ans, mais avait le malheur d'être à côté du village olympique, sous les projecteurs des médias internationaux. La plupart n'ont pas eu de solution d'hébergement. Certain·e·s d'entre elleux ont investi un nouveau bâtiment le 3 juin 2023, à Rosny-Sous-Bois, mais sont déjà expulsables à partir d'août 2023 (procédure accélérée).

D'autres squats, à proximité des constructions des JOP et du Grand Paris, ont pâti des mécanismes de spéculation induits par ces projets. Par exemple, en 2021, c'est le squat Pavillon, à l'Île-Saint-Denis, ouvert pour accueillir des exilé·e·s, qui a été expulsé pour installer la base de vie des travaux d'une bouche d'aération de la ligne 15. Actuellement de nombreux squats sont menacés, à l'Île-Saint-Denis, à Montreuil, à Aubervilliers... À Thiais (Val-de-Marne), 130 familles exilées dont 30 enfants sont menacé·e·s par l'expulsion de leur squat, dans un bâtiment de la mairie de Paris, dans lequel iels résidaient depuis deux ans et qu'on leur demande de quitter d'ici la fin juin 2023.

Plus largement, les forces de l'ordre mènent depuis 2020, des véritables opérations de chasse aux migrant·e·s (notamment tout au long du canal de Saint-Denis), cherchant à éviter la construction de camps jusqu'à la tenue des JOP. De plus, depuis plusieurs mois, les sans-abris du centre de la capitale sont expulsés et les camps démantelés. En octobre 2022, le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, présentait clairement les objectifs de cette politique d'expulsion des populations indésirables pour les JOP 2024, appelée “plan zéro délinquance”, dont l'un des objectifs est la lutte contre “l'occupation illégale de l'espace public”².

2 Nathalie Doménégó, “JO de Paris : la préfecture de police de Paris annonce un”plan zéro délinquance””, 31 octobre 2022. Lien : <https://www.francebleu.fr/infos/societe/objectif-zero-delinquance-pour-les-jo-de-paris-1667211681>

Les intervenants sociaux travaillant pour les Maraudes D'Intervention Sociales parisiennes constatent depuis quelques mois des "déplacements" de lieux de vie de personnes sans abri. Depuis juin 2023, sur un secteur concerné par les pré-épreuves olympiques, différentes personnes sans abri installées depuis plusieurs années ont déjà été dans l'obligation de quitter leurs lieux de vie, sans savoir si une réinstallation sera possible. Orchestrés pour laisser place à la préparation des pré-épreuves des JO, ces "déplacements" de ces lieux de vie "sous l'emprise" de travaux ont pu être évoqués lors de réunions institutionnelles (en présence de la mairie, de la police municipale, ...), cependant un mystère plane et persiste lorsque que les associations demandent que des dates précises soient communiquées. Le public de la rue reste donc dans l'attente de savoir à quelle date ils seront chassés de leurs tentes ou habitations. Il n'est pas question pour le moment de propositions de places en hébergements ou en logements adaptées à leurs situations, mais il est demandé de les prioriser dans un contexte de tension extrême des demandes et sans places supplémentaires envisagées.

La manière de mener ces opérations de déplacements est également source d'appréhension tant pour le public que pour les professionnels puisque dans ce cas précis des JO, l'intervention se fait sous concours de la force publique et non plus par les acteurs répondant aux protocoles usuels. Les professionnels craignent ainsi une augmentation des violences envers le public et le non-respect de leurs effets personnels.

Malgré les diverses alertes lancées par les associations intervenant auprès du public de la rue et notamment le Collectif des Associations Unies (CAU), ces dernières ne peuvent que déplorer un manque de communication et de reconnaissance des personnes en situation de rue que l'Etat laisse depuis trop longtemps dans un mépris politique. Plusieurs années d'accompagnement, de projets de réinsertion en cours ainsi que des relations de confiance créée seront menacées voir rompues en marge de ces courtes festivités.

TÉMOIGNAGE D'UNE MEMBRE D'UNE ASSOCIATION D'AIDE AUX PERSONNES SANS ABRI, JUILLET 2023

DES "SAS" POUR DÉLOCALISER LA MISÈRE SOCIALE

Mais où vont toutes ces expulsé·e·s ? Lorsque beaucoup de personnes se retrouvent à la rue, au même endroit, les préfetures effectuent des "mises à l'abri", c'est-à-dire qu'elles sont censées proposer une solution d'hébergement. Dans les faits, toutes ne sont pas relogé·e·s. Depuis plusieurs mois, nombre d'entre elles sont mises dans des bus dans la précipitation, et si elles n'ont pas de motif légitime pour rester en Île-de-France – des rendez-vous médicaux ou en lien avec leur demande d'asile – on les oriente hors de la région, souvent sans qu'elles n'en aient conscience. C'est ce dont témoigne un ancien occupant du Parc André Citroën, dans le 15^e arrondissement de Paris, lors de l'occupation du parc par mille exilé·e·s, devant la préfeture de Paris pour réclamer des solutions d'hébergement en décembre 2021.

J'étais parmi ceux qui occupaient le parc André Citroën depuis quelques jours. Le 3 décembre 2021, 8h du matin, pleins de policiers sont venus qui nous ont dit "On va vous trouver un logement". On est montés à plus de 50 personnes dans un bus, avec un policier en tenue. On est sortis de Paris. Passé 100 km on a commencé à s'inquiéter. On a demandé au policier : "Où allons-nous ?". Le policier répond "Moi-même je suis comme vous, je ne sais pas où on va ?". On questionne le chauffeur qui répond, "Demandez au policier, je suis simplement au chauffeur, je reçois des ordres, on me dit où je dois m'arrêter". À la halte pipi, on a tenté de résister : "On ne sait pas où on va, alors on ne demande plus". On nous a dit "ce qui veulent monter montent, ceux qui veulent rester restent, comme vous voulez". On était dans une forêt. Tous sont montés sauf un jeune homme d'environ 25 ans. Alors le chauffeur a dit : "On va à Dijon". Mais vers 15-16h, le car a stoppé à Besançon, soit plus loin que Dijon. Mais à Besançon, on nous a dit qu'on allait repartir. À Besançon il y avait une sorte de commissariat avec pleins de policiers, à peu près 20 personnes sont descendues. Il restait plus de 30 personnes dans le car, on est repartis à Dijon. Vers 17-18h, le car a fait un premier arrêt, pareil avec pleins de policiers. 15-20 personnes ont disparu. Deuxième arrêt, toujours pleins de policiers. On est tous descendus. Quand on voulait aller au WC on était suivis par deux policiers, et on ne pouvait pas fermer la porte, comme si on avait commis un crime. Ils ont dit : "ne vous inquiétez pas, on va voir vos dossiers, puis vous serez logé". On a fait

la queue jusqu'à 22h45. On passait un par un, deux hommes ont eu une OQTF, ils ont été retenus. À nous, ils nous ont donné une convocation : "C'est pour regarder vos demandes d'asiles ou vos demandes de papiers". On s'est concertés entre nous : "on n'a pas été régularisés à Paris, et là ils vont vraiment le faire ?! ou bien nous donner des OQTF à nous aussi ?". On était inquiets. Enfin, ils nous ont conduit dans un hôtel où il y avait déjà des migrants. Une association nous distribuait des biscuits mais on était pas rassurés. Plusieurs ont dit : "en restant ici, je vais perdre mon boulot". Alors on a dormi une nuit et on a dit à l'asso : "On s'en va, on ne savait pas qu'on venait à Dijon". On est partis à la gare routière pour retourner à Paris. Mais certains sont restés car ils n'avaient pas d'argent. Moi-même j'ai payé le billet pour un autre. Mais après quelques mois tous sont revenus à Paris, même si chacun dans son coin. Beaucoup d'entre nous n'ont toujours pas de papiers ni de logement.

TÉMOIGNAGE D'UN ANCIEN OCCUPANT DU PARC ANDRÉ CITROËN, JUIN 2023

Cette politique, qui précarise les personnes en les coupant de leurs repères, s'accélère avec les JOP 2024, comme en témoigne des personnes travaillant dans le secteur social :

Il est clair, de la part de la préfecture, que ces mises à l'abri ont pour but de reloger les personnes à la rue mais aussi, très clairement, de cacher la misère sociale en France, de repousser les gens, de les enlever de là où il y aura toutes les caméras. Les politiques de mise à l'abri, y'en a depuis 70 ans, mais là, on est sur quelque chose de complètement exacerbé en vue d'un événement mondial.

TÉMOIGNAGE D'UNE PERSONNE ISSUE DU SECTEUR SOCIAL, MAI 2023

En particulier, il y a quelques mois, l'État a initié la construction de SAS, coordonné par le ministère de l'Intérieur et du Logement : des dispositifs d'hébergement temporaires hors de Paris, qui doivent accueillir 50 personnes toutes les 3 semaines. Durant ce laps de temps, les travailleur·euse·s sociaux·ales doivent évaluer la situation sociale et sanitaire des personnes, pour les orienter vers un dispositif adapté à leur situation (selon qu'ils et elles souhaitent faire une demande d'asile ou non, par exemple). On promet aux déplacé·e·s un accompagnement et des "services publics pour

[elleux] et [leurs] enfants”, dans la région d’accueil (cf. document envoyé aux familles, exclusivement écrit en français, sans possibilités de contact pour qui souhaite avoir plus d’informations).

Sauf que hors de Paris, les places d’accueil sont aussi saturées. Au bout de trois semaines, il n’y a aucune garantie d’avoir trouvé une solution. En revanche, le rythme des roulements assure qu’on remette des personnes à la rue, à moins de refuser l’accueil à celles et ceux arrivant de Paris en bus. À Strasbourg, les professionnel·le·s constatent qu’aucune nouvelle place n’a été créée... Mais par contre, le SAS mis en place se situe à proximité d’un centre d’aide au retour dans les pays d’origine : dans le contexte du nouveau projet de loi immigration, les SAS, c’est aussi l’occasion de généraliser les OQTF.

Plus largement, les SAS sont des structures déployées en urgence et qui n’ont pas pour but de rester. À Bruz, en Ille-et-Vilaine, le terrain où la structure devait être construite était pollué aux métaux lourds et aux hydrocarbures, coincé entre des voies ferrées et une caserne militaire. Face à l’opposition des élu·e·s, il a été installé dans un hôtel de Montgermont, entraînant l’expulsion des familles y étant hébergées par le 115, familles qui ont été dispersées dans toute la Bretagne. Certain·e·s avaient des emplois en Ille-et-Vilaine, d’autres avaient scolarisé leurs enfants.

Ce type structure doit disparaître fin 2024... Donc quelques mois après la fin des JOP.

Depuis 2 ans – donc depuis le début de la politique de mise à l’abri – le mot d’ordre est d’essayer de loger et d’héberger toutes les personnes étant à la rue, mais la saturation des dispositifs et la perspective des JO 2024, ainsi que la coupe du monde de rugby en septembre [2023], font que celles-ci sont envoyées le plus possible en province. L’Etat entreprend de vider Paris et sa proche banlieue de ses personnes à la rue.

On l’observe pour des personnes exilées, habitant en campement informel, au rythme d’une à deux mises à l’abri par mois, envoyées dans des structures dont elles peuvent être virées au bout deux jours car l’évaluation sociale a été trop rapide. Avec les JO, ces mises à l’abri augmentent. Ça crée un cercle sans fin, où les personnes sont envoyées hors de Paris, sans que leur situation ne soit bien évaluée : elles atterrissent dans des structures inadaptées, dont elles repartent pour Paris au bout de quelques jours. La



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Des structures d'accueil temporaire partout en France pour étudier votre situation administrative

L'Etat vous propose un accompagnement en dehors de l'Île-de-France dans l'une des 10 structures d'accueil temporaires où vous pourrez bénéficier d'un examen rapide de votre situation administrative et d'une prise en charge adaptée.

Cette structure est un lieu d'hébergement temporaire, situé en dehors de la région parisienne. L'hébergement et les repas sont gratuits. Vous êtes libres d'entrer et de sortir, dans le respect des règles de fonctionnement du lieu d'hébergement.

Une première étape de 3 semaines maximum pour évaluer votre situation administrative au sein d'un hébergement dédié



Dans chaque structure d'accueil, vous serez pris en charge pour **une durée de 3 semaines maximum** et encadré par **une équipe dédiée**. Elle vous accompagnera dans l'évaluation de votre situation administrative et vous informera sur vos droits. Durant cette première phase, vous pourrez notamment, selon votre situation :

- déposer une demande d'asile ou poursuivre votre demande si vous l'avez déjà enregistrée,
- faire connaître votre souhait de bénéficier d'un examen approfondi de votre droit au séjour en France.

Dans un deuxième temps, une orientation adaptée à votre situation



Après cet accueil de trois semaines au maximum, **une orientation adaptée à votre situation administrative** vous sera proposée dans la même région.

Des services publics pour vous et vos enfants



Toutes ces régions disposent d'une offre importante de services publics : **santé, famille, transport, emploi, éducation.**

Dans le respect des procédures applicables par l'Éducation nationale, la **scolarisation de vos enfants sera organisée** ainsi que l'éventuel suivi médical dont vous auriez besoin.

création des SAS prend place dans ce contexte, avec pour argument officiel d'assurer une meilleure évaluation des personnes : l'Etat dit que c'est pour mieux évaluer les situations sociales, mais dans les faits, c'est dû aux JO, et à la volonté de renvoyer une bonne image de Paris. Les équipes de la préfecture sont humaines, mais elles sont assommées par une politique qu'elles ne maîtrisent pas. Est-ce qu'on peut parler d'expulsions ? On peut parler de vidage et de délocalisation de la pauvreté hors de Paris.

TÉMOIGNAGE D'UNE PERSONNE ISSUE DU SECTEUR SOCIAL, MAI 2023

